

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 mai 2004

Original: français

**Lettre datée du 20 mai 2004, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Le Président de la République, Laurent Gbagbo, après avoir pris connaissance de la déclaration que vous avez faite le 14 mai 2004, suite à l'examen du rapport de la Commission internationale d'enquête sur les événements des 25 et 26 mars 2004, se félicite de la décision prise par le Conseil de mettre en place une commission internationale d'enquête, à l'effet de faire la lumière sur l'ensemble des allégations de violations de droits de l'homme commises sur tout le territoire ivoirien depuis le 19 septembre 2002.

Le Président de la République, tout en émettant des réserves de forme et de fond quant à la teneur du rapport de la Commission d'enquête sur les événements des 25 et 26 mars, au vu de votre déclaration susmentionnée, prend acte des conclusions du Conseil sur ledit rapport.

Le Président de la République, qui a toujours fait du respect scrupuleux des droits de l'homme une préoccupation majeure de son gouvernement, prend acte de la position du Conseil de sécurité sur les événements des 25 et 26 mars 2004 et le rassure sur sa détermination non seulement à faire aboutir les enquêtes judiciaires en cours, mais également à veiller à ce que les éventuels responsables soient traduits devant les juridictions appropriées.

Le Président de la République rappelle au Conseil de sécurité que, suite à ces événements regrettables des 25 et 26 mars, deux commissions nationales d'enquête ont été mises sur pied : l'une parlementaire, qui comprend toutes les composantes de l'Assemblée nationale, et l'autre judiciaire, sous l'autorité du Ministre de la justice, Garde des sceaux, membre d'un parti d'opposition (le Rassemblement des Républicains).

Le Président de la République assure le Conseil de sécurité que les conclusions de ces enquêtes diligentées à son initiative ne resteront pas sans suite.

Je vous prie de bien vouloir faire publier ce courrier comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
(Signé) Philippe **Djangoné-Bi**

